

MATCH DE LA SEMAINE



« Nous ne pouvons plus être dépendants de pays lointains »

Ministre des Affaires étrangères et de la Défense, Philippe Goffin veut un nouveau modèle européen. Par **Emmanuelle Jowa**

Paris Match. Quand, approximativement, les frontières belges pourraient-elles être rouvertes, dans quel cadre, et sous quelles conditions ?

Philippe Goffin. D'une part, cela relève du Conseil national de sécurité, qui se réunit régulièrement. D'autre part, nous ne sommes pas isolés en Europe. Première étape : la mise en perspective de ce que font nos voisins. Le processus de déconfinement doit se faire très prudemment. Les pays proches se parlent, je me réjouis de cette dynamique, mais il faut garder à l'esprit que les politiques de santé restent nationales. Les Pays-Bas n'ont pas eu d'emblée la même approche que la nôtre face à la pandémie et cela a eu des conséquences sur notre attitude quant aux passages frontaliers (les Pays-Bas ayant opté pour un système privilégiant l'immunité collective, avec une liberté de réunion et de circulation et sans lockdown, la bourgmestre de Visé, par exemple, a

pris fin mars un arrêté de police de fermeture de cette frontière – NDLR).

« CET ÉTÉ, RESTONS EN BELGIQUE POUR REDÉMARRER L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE. NOUS VERRONS ENSUITE »

Ces paralysies aux frontières d'un pays grand comme un mouchoir de poche ont-elles un réel impact ? Quelles différences avec une balade qu'on a le droit de faire à quelques kilomètres de son domicile ?

Je viens moi-même de la Région liégeoise, voisine de l'Allemagne et des Pays-Bas. La notion de frontières n'y est pas la même qu'en plein centre du pays. Quand on est frontalier, elles ne représentent plus grand-chose. Disons qu'on a essayé d'uniformiser les choses, de limiter les déplacements au sens large. Et si

un pays a adopté des règles comparables aux nôtres, ce qui est le cas de nos amis allemands et français, le schéma peut être plus souple.

Quand le blocage des frontières de l'UE pourrait-il être levé, au moins en partie ?

Le déconfinement progressif s'envisage collectivement. Il faut y intégrer aussi une logique internationale pour que les efforts portent leurs fruits. Les connaissances sur le virus évoluent constamment et il est donc encore trop tôt pour le dire. Par ailleurs, rappelons que les pays d'Afrique et d'Amérique latine sont en train de connaître la progression du virus alors que le pic est, en Belgique, dépassé. Dans un mois ou un mois et demi, de nombreux pays étrangers ne seront pas encore prêts à accueillir les Belges. Cet été, restons dans notre pays pour redémarrer l'activité touristique. Nous verrons ensuite.

« LES DÉCISIONS AU CAS PAR CAS PEUVENT PARAÎTRE DÉSORDONNÉES, MAIS ELLES ONT RÉPONDU AUX NÉCESSITÉS DU MOMENT »

Une certaine uniformité dans la levée progressive du confinement au sein de l'Union sera-t-elle par ailleurs nécessaire pour envisager d'ouvrir certaines frontières ? Ou les souverainetés nationales resteront-elles souveraines, si l'on peut dire ?

L'aspect sanitaire ne connaît pas de frontière et doit primer. Il y a de bonnes idées individuelles en Europe, mais il manque encore une dynamique de mise en place, d'union et de cohérence. Mon idéal avant de connaître cette crise était d'avoir beaucoup de cohérence au sein de l'Union. Les circonstances ont fait que les États conservent un espace de souveraineté, notamment dans la santé.

N'est-il pas dommage que les mesures prises aux frontières n'aient pas été synchronisées, même si les pays ont été touchés par la crise sanitaire à des moments différents ?

Les décisions au cas par cas peuvent paraître désordonnées, mais elles ont répondu aux nécessités du moment. Une analyse sera faite plus tard.

Regrettez-vous que les voyageurs belges de retour du nord de l'Italie au Carnaval n'aient pas été mis en quarantaine, par exemple ?

Des leçons seront tirées et l'État belge, comme les autres, pourra s'interroger sur la manière d'évoluer. Mais nous devons d'abord rester concentrés sur ce combat collectif.

Déplorez-vous que l'Union n'ait pas parlé d'une seule voix ?

Le Premier ministre italien a considéré que la solidarité européenne n'avait pas joué suffisamment. Mais il faut travailler à charge et à décharge et voir si l'Union européenne, qui reste une institution essentielle à notre bien-être, a bien été au rendez-vous. Dès qu'il y aura une amélioration, on pourra entamer l'évaluation. L'Otan pèse positivement sur l'Europe. L'enjeu est devant nous. Nous avons vécu les mêmes difficultés à distance, chacun dans nos pays respectifs. Notre responsabilité sera d'être à la hauteur de l'analyse et d'avoir un modèle qui réponde mieux encore aux attentes des citoyens. Concernant la situation du Covid-19, l'effort mené conjointement par les États membres et

les institutions a permis le retour de 500 000 citoyens européens, soit 90 % de ceux qui étaient temporairement coincés à l'étranger. La Belgique a intensément participé à cette opération. La coordination européenne mise en place dans cette crise a démontré la capacité des pays membres à trouver conjointement des solutions à des problèmes majeurs.

« NOTRE CAPACITÉ DE PRODUIRE LOCALEMENT OU SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROPE NE SE GAGNERA QU'AVEC L'ENSEMBLE DES PAYS EUROPÉENS »

Que dire de la relocalisation de certaines entreprises de produits médicaux de première nécessité ?

Nous devons retrouver au niveau européen une indépendance, une autonomie, et donc envisager la relocalisation. Notre capacité de produire localement ou sur le territoire européen ne se gagnera qu'avec l'ensemble des pays européens. Il faudra identifier les zones de production les plus pertinentes, ainsi que nos capacités, et faire en sorte que les réserves stratégiques soient garanties. Il nous faut créer ce modèle européen, et le faire collectivement, pour ne plus être dépendants de productions dans des pays lointains, répondre à nos besoins de première nécessité et ne plus dépendre de zones

où l'on n'a pas de capacité décisionnelle. J'espère que nous éviterons le piège du repli pour construire ensemble une stratégie sur ces fameuses réserves. Ce ne sera pas une fermeture à l'égard du reste du monde, mais une ouverture assurant une forme d'indépendance, de liberté des citoyens.

Plus largement, comment envisagez-vous l'avenir de l'Union ?

Je suis optimiste. Après un premier réflexe d'apparent repli sur soi, l'Europe reprend la main et ça me réjouit. Les mécanismes de solidarité ont permis à 1500 Belges de rentrer au pays. Tous les jours, les États membres se contactent pour échanger des informations quant aux vols prévus. Il y a des aides consulaires sur place. Et la Belgique et l'Europe ont joué en Champions League sur ce front, avec des équipes mobilisées non-stop depuis trois mois pour trouver des solutions. Le repli sur soi n'est jamais la solution. Il y a eu des expressions négatives dans un premier temps, ensuite de la coopération. Au terme de la crise, on va identifier les faiblesses. L'Europe doit avant tout renouveler une partie de son modèle économique et montrer sa capacité à se réinventer. ■ [@EmmaJowa](#)

7 000

A l'aube de la crise sanitaire, ils étaient environ 30 000 Belges à l'étranger en demande de rapatriement. Plusieurs milliers d'entre eux (7 000) ont vu leurs vœux exaucés. Ils reviennent d'Afrique du Sud, de RDC, du Pérou, du Honduras, de Thaïlande, de Bogota, de Saint-Domingue...

« LE PLUS GRAND RAPATRIEMENT DE L'HISTOIRE DE BELGIQUE »

Un travail intense a permis, comme le souligne Philippe Goffin, « le plus grand rapatriement de l'histoire de notre pays en temps de paix ». « Nous avons soit affrété des avions de compagnies aériennes (Brussels Airlines et Air Belgium), soit envoyé un avion militaire lorsque c'était nécessaire. La règle était simple et identique pour tous : l'État prend en charge le vol aller à vide, ce qui permet aussi d'acheminer de l'aide humanitaire dans certains pays, et le prix de retour est divisé par le nombre de passagers. Dans les avions long-courrier, nous avons veillé à ce que les plus âgés aient des places en première classe pour le même prix que des sièges classiques. Nous avons aussi permis, grâce à ces appareils, le rapatriement d'autres ressortissants européens, en leur proposant les sièges disponibles. Tout cela a accéléré les contacts avec mes homologues d'autres pays. Il a fallu s'appeler pour organiser la facilitation des retours dans des conditions parfois compliquées, engager des négociations sur l'espace aérien (certains pays ayant bloqué le leur), dégager des couloirs aériens et des créneaux pour utiliser tel ou tel aéroport. Ces négociations prennent du temps. Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères au Grand-Duché, est un ami. J'ai parlé longuement tout récemment encore avec Jean-Yves Le Drian, mon homologue français. Cela a permis la mise en place de relations humaines qui sont possibles même par écrans interposés et se renforcent. »



Jean Asselborn et Jean-Yves Le Drian.